

INTRODUCTION

DE nombreux signes témoignent d'un souci de plus en plus partagé entre les différentes sciences sociales d'une meilleure prise en compte des dimensions spatialisées des activités sociales, à même de donner une place plus juste aux différenciations qui traversent les groupes sociaux. Ainsi en va-t-il de l'introduction de données sur la localisation des activités et des actifs. Renouvelant les approches de l'économie spatiale, l'un des buts de l'économie géographique contemporaine est de mettre au jour les logiques de localisation simultanée des activités économiques et des ménages (voir notamment Schmitt et Surry, 2001). De même, l'économie urbaine et l'économie des migrations visent à analyser les déterminants résidentiels qui influent sur les carrières professionnelles (Détang-Dessendre *et al.*, 2001) et, plus généralement, les liens qui unissent localisation résidentielle et accès aux marchés du travail (*cf.*, par exemple, Dujardin et Goffette-Nagot, 2005 ; Gobillon *et al.*, 2005 ; Gaschet et Gaussier, 2005). En sociologie, « la » classe ouvrière est par exemple devenue un « monde » ouvrier pluriel, dont l'appréhension n'est plus déclinée uniquement en fonction de la sectorisation professionnelle ou de l'engagement politique et idéologique, mais également à partir des lieux de résidence (*cf.* Renahy, 2005). Il en va de même de l'analyse contemporaine des producteurs : de nombreux travaux portent leur attention au caractère situé de l'activité économique. Les espaces sont alors conçus « comme véritables ressources productives », et non comme « simple facteur de différenciation des producteurs » (Zalio, 2004).

Objet familier des géographes, depuis Vidal de la Blache, et des historiens de l'espace et des migrations, « le » territoire est ainsi aujourd'hui approprié par l'ensemble des sciences sociales, au risque de devenir un concept par trop polysémique. C'est qu'il n'est pas seulement un outil de l'analyse scientifique, il est également devenu une catégorie de l'intervention publique, en même temps qu'un axe fédérateur de l'institutionnalisation et de la visibilité des disciplines. Le risque est alors grand de lire de manière univoque tout phénomène social dans sa dimension territorialisée, c'est-à-dire pour reprendre les termes de Tissot et Poupeau (2005), de « [retraduire], en des catégories territoriales, la question sociale ». C'est de cette façon que l'on peut relire *a posteriori* l'émergence de la notion de « mixité sociale », dont l'un des principaux écueils consiste à placer sur un registre d'équivalence appartenance sociale et appartenance résidentielle des individus.

Ce numéro des *Cahiers d'économie et sociologie rurales* s'efforce alors d'analyser les logiques territorialisées de l'activité économique en s'en tenant à des approches de territoires vus comme des « espaces de la pratique sociale » (Roncayolo, 1990), toujours reliés à des données qui débordent la seule localisation des actifs tout en interférant avec elle. Si c'est à travers le rapport au travail (entendu dans un sens large qui, selon les auteurs, se décline en activités productives ou professionnelles) que sont explorés différents territoires, on ne sera donc pas étonné de rencontrer, d'une part, de nombreux jeux d'échelles dans les analyses menées (de l'Etat à la commune en passant par des espaces structurés par une industrie donnée) et,

d'autre part, de nombreux agents sociaux qui encadrent une activité économique donnée (hommes et institutions politiques de tous niveaux, institutions éducatives ou d'encadrement du chômage). Le numéro a été construit autour de quelques questions simples : quelles relations entretiennent entre eux différents lieux, de travail et de résidence, selon qu'ils se superposent ou non ? Comment s'influencent-ils l'un l'autre, dans la mesure où ils conduisent nécessairement à une appropriation et une symbolisation de territoires singuliers ? Comment ce rapport évolue-t-il, à la fois dans le temps long et dans le monde contemporain ? Et, d'un point de vue plus méthodologique, comment, à quelles échelles et avec quels outils éventuellement « exportables » les différentes disciplines abordent-elles le lien entre espace productif et espace résidentiel ?

Dans un premier temps, les approches historiques et de socio-histoire d'Olivier Jacquet et Gilles Laferté, d'une part, et d'Annie Bleton-Ruget, d'autre part, explorent les liens entre échelles locale et nationale dans la définition des territoires. Les appartenances professionnelles sont ici un moyen de percevoir les luttes entre groupes sociaux concurrents pour une cristallisation d'un territoire qui corresponde au mieux à leurs intérêts respectifs. Ces luttes ne sont jamais perçues à un territoire clos : elles se manifestent et prennent sens dans un moment historique donné de construction de l'Etat-nation, et les allers et retours entre échelles montrent que ce sont des interactions situées (entre notables régionaux, entre parlementaires aux appartenances régionales inégalement mobilisées) qui donnent une image pour un temps fixée, à un village comme à une nation. Ainsi, en analysant précisément comment la structure foncière de trois communes viticoles détermine les relations entre des producteurs différemment situés dans l'espace politique et syndical qui précède la mise en place des AOC, Olivier Jacquet et Gilles Laferté montrent que c'est « *autant localement que dans le contexte politique et économique national qu'il faut chercher le territoire local* ». Annie Bleton-Ruget indique, pour sa part, qu'une décision politique prise à l'échelle nationale (celle des parlementaires républicains de mener dans la France de 1848 une enquête sur le travail agricole et industriel, afin de contrer le projet socialiste de création d'un ministère du Travail) est complètement redéfinie à chacune de ses étapes. L'enquête est tout d'abord étendue au territoire national afin « d'opposer la nation toute entière à Paris », avant de buter sur le choix des cadres locaux chargés de la collecte des informations (juges de paix contre conseillers généraux, cantons contre départements).

C'est une démarche plus surplombante qu'empruntent, en économistes, Francis Aubert et Carl Gaigné. Recherchant les déterminants économiques de la localisation urbain-rural de l'industrie, ils proposent une périodisation de la dynamique spatiale de l'industrie, en rapport avec l'évolution de la demande de travail (XIX^e et XX^e siècles). Ce faisant, ils optent pour une focale large et un temps long d'exposition à l'analyse. Si à ses débuts l'industrie se caractérise par une certaine dispersion rurale des activités, là où les ateliers peuvent profiter des avantages de coût et de flexibilité de la main-d'œuvre, elle tend, par la suite, à se regrouper en dehors des villes historiques, créant ainsi des points de fixation de la main-d'œuvre. Puis l'industrie réintègre la ville en vue de bénéficier des avantages d'un marché du travail dense et diversifié, avant d'être de nouveau « relé-

guée » dans des périphéries, plus ou moins lointaines, allant de la banlieue aux aires rurales reculées où elle recherche des formes de travail relativement détachées des marchés urbains.

S'inscrivant dans cette historicité des rapports de l'industrie à son espace, les articles de Pierre Fournier et de Nicolas Renahy, Cécile Détang-Dessendre et Séverine Gojard examinent en profondeur et sur des cas d'espèce deux temps forts de l'implantation industrielle rurale. S'intéressant aux mécanismes de l'installation *ex nihilo* du premier site industriel nucléaire français en zone rurale et à ses conséquences sur l'« ordre social local », Pierre Fournier parvient à mettre en évidence la « fabrique de destins sociaux territorialisés ». Au-delà de la seule gestion de la main-d'œuvre, la relation à l'emploi et à l'entreprise modèle l'attachement au territoire des salariés. De leur côté, Nicolas Renahy, Cécile Détang-Dessendre et Séverine Gojard analysent les conséquences des fermetures d'établissements industriels sur les trajectoires professionnelles des licenciés et de leurs enfants. L'arrêt brutal de l'activité d'une entreprise familiale d'environ 300 salariés, dont le développement s'était appuyé sur la mise en place de pratiques de sédentarisation de familles ouvrières accédant ainsi de manière familière au marché du travail, envoie non seulement les parents au chômage, mais handicape également l'accès des enfants à une première expérience professionnelle. En croisant approches quantitatives et enquête ethnographique, les auteurs montrent la façon dont s'opère une diffusion familiale du chômage et mettent l'accent sur le poids de l'appartenance familiale dans l'accès au marché du travail, qu'il se fasse directement par une professionnalisation du jeune dans l'entreprise ou, par défaut, par un recours aux institutions d'encadrement du chômage.

Nicolas RENAHY et Bertrand SCHMITT

(INRA-CESAER, Dijon)

Bibliographie

- Détang-Dessendre C., Piguët V. and Schmitt B. (2001). Life cycle variability in the microeconomic determinants of urban-rural migration, *Population*, E-57(1), pp. 31-56.
- Dujardin C., Goffette-Nagot F. (2005). Neighborhood effects, public housing and unemployment in France, Working paper, 05-05, Lyon, GATE.
- Gaschet F., Gaussier N. (2005). Les échelles du mauvais appariement spatial au sein de l'agglomération bordelaise, in: *Concentration économique et ségrégation spatiale*, Buisson M.A., Mignot D. (éds), Bruxelles, DeBoeck éditeur, pp. 221-228.

- Gobillon L., Selod H. and Zenou Y. (2005). Spatial mismatch : facts and theories, *Urban Studies* (à paraître).
- Renahy N. (2005). *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, préface de S. Beaud et M. Pialoux, Paris, La Découverte.
- Roncayolo M. (1990). *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard.
- Schmitt B., Surry Y. (éds) (2001). Introduction du numéro spécial Economie spatiale et géographique. Applications à l'agriculture, l'agro-alimentaire et l'espace rural, *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, 58-59, pp. 5-10.
- Tissot S., Poupeau F. (2005). La spatialisation des problèmes sociaux, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 159, pp. 5-9.
- Zalio P.-P. (2004). Introduction au dossier Espaces de l'activité économique, *Genèses*, 56, pp. 2-3.